

Les gilets jaunes, symptôme de l'effondrement



Mathieu Horstmann

Follow

Jan 18 · 4 min read



Photo : DR

Le mouvement des gilets jaunes a déferlé sur la France en novembre dernier. Surpris par son ampleur et sa virulence, les médias français et le pouvoir politique ont tenté de l'analyser, de le commenter et d'y apporter une réponse. Son point d'origine, issu des réseaux sociaux, sa composition, une classe sociale dépolitisée et habituellement silencieuse, et son mode d'expression, des manifestations émaillées de violences sont les composantes d'un phénomène complètement nouveau dans l'histoire des mouvements sociaux français. Il n'est pas lieu ici de remettre en cause les multiples analyses dont le mouvement fait l'objet mais de les inclure dans un contexte qui n'est pas abordé jusqu'ici : l'effondrement.

L'effondrement tel qu'il est défini par Yves Cochet dans la préface de l'ouvrage de Pablo Servigne et Raphaël Stevens *Comment tout peut s'effondrer* (éd. Seuil 2015), c'est-à-dire « le processus à l'issue duquel les besoins de base ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi » sert de référence à une discipline : la collapsologie. Selon les deux auteurs, ce mal indéfini qui doit

toucher nos civilisations thermo-industrielles pourrait intervenir entre 2020 et 2050, voire même avant 2030.

Dans une conférence, le 14 janvier dernier, Pablo Servigne, chercheur, agronome de formation, émet l'idée que la montée des populismes en Europe est « l'un des stades de l'effondrement ». Une étape franchie en Italie, en Hongrie, qui s'annonce en Allemagne et en France. Car l'effondrement se pense dans la durée. De plus en plus se dessine le scénario d'un phénomène progressif, lent, par à-coups, qui sape durablement les fondements des civilisations modernes. Pas d'explosion nucléaire dévastatrice ou de black-out angoissant. L'effondrement est déjà là et il s'immisce doucement au sein de nos sociétés.

Et pour s'en convaincre, il suffit d'appliquer l'analyse systémique que défend Pablo Servigne et Raphaël Stevens mais aussi d'autres comme Jean-Marc Jancovici. Les faits s'enchaînent comme des dominos qui tombent inexorablement.

En octobre 2018, le gouvernement, par la voix d'Edouard Philippe annonce que la hausse des taxes sur les carburants continuera en 2019. Il s'agit d'une partie du programme d'Emmanuel Macron. Le but : rapprocher les fiscalités du diesel et de l'essence afin d'encourager les français à passer à des modes de transport doux ou en tout cas moins carbonés et moins émetteurs de particules fines. Une démarche qui se voulait donc écologique, engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique qui menace toute notre planète. C'est le premier domino.

Cette annonce, qui n'a donc rien d'une surprise, provoque une colère inédite. Les réseaux sociaux, par le biais de vidéos partagées des millions de fois, deviennent le catalyseur d'une mobilisation sans précédent. Une classe sociale dite « moyenne », sans étiquette politique, issue de milieux professionnels très divers se sent attaquée une fois de trop sur son pouvoir d'achat. Cette France que certains disent « périphérique », « oubliée » ou « sacrifiée » rejette massivement la position du gouvernement, qui ne fait qu'appliquer son programme. Comme le souligne Nicolas Hulot dans l'Emission Politique sur France 2 le 22 novembre dernier, il devient trop difficile de « combiner les problèmes de fin de mois et de fin du monde » pour cette population déjà sous pression. C'est le deuxième domino.

Tout au long du mouvement, les manifestations se suivent et dégénèrent fréquemment dans des oppositions violentes entre les

forces de l'ordre et certains manifestants. Face à un pouvoir qu'ils jugent illégitime, les gilets jaunes n'ont cessé que de scander la démission du président. Mais, et c'est une revendication qui est apparue après le début du mouvement, ils ont fait du référendum d'initiative populaire un de leurs chevaux de bataille. Un besoin de participation qui met en évidence une crise de la démocratie déjà révélée par les forts taux d'abstention aux dernières élections. Dépourvu de prise sur les électeurs, le gouvernement tente par tous les moyens de reprendre le contrôle du jeu et sort toutes ses armes. Annulation de la hausse des taxes, mesures sans précédent pour le pouvoir d'achat, organisation d'un grand débat national... Les élections européennes approchent et il doit tout essayer pour contrer ceux qui profitent du mouvement sans avoir à s'exposer : les populistes et particulièrement le Rassemblement National de Marine Le Pen. Encore un domino.

La suite n'est pas écrite et il est impossible de prédire ce qu'apporteront les mois qui viennent. L'effondrement systémique est en œuvre. Protéiforme, insidieux, il menace un système de société à bout de souffle et met à mal la vie même des concitoyens. Les premières victimes se font entendre, victimes directes des violences ou celles qui ont vu leur commerce saccagé ou obligé de fermer à cause des manifestations. L'économie souffre déjà et les gilets jaunes pèsent sur la croissance.

Les dominos continueront de tomber, renversant chacun une part de notre civilisation. Au départ, il s'agissait juste de prendre une mesure pour espérer sauver la planète, mais cela place notre société dans une position inacceptable. Une impossible concession, entraînant des renversements aux conséquences encore inconnues, c'est le principe de l'effondrement qui a commencé et dont les gilets jaunes sont le symptôme.